

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télec. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE AU

CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

Ottawa, Ontario

Du 9 au 11 septembre 2025

Consoeurs, confrères, et amis,

Avec le congrès qui aura lieu le mois prochain, nous bouclons un autre cycle de deux ans, et je ne pourrais être plus fière de ce que nous avons accompli ensemble. Au cours de cette période, nos membres ont lancé un nombre record de campagnes et obtenu des avancées historiques à la table des négociations. Nous avons cassé des mandats salariaux, défié des attentes, vaincu certains des gouvernements conservateurs les plus rétrogrades du pays et fait croître le plus grand syndicat du Canada, qui compte aujourd'hui plus de trois quarts de million de membres.

Tout récemment, avec nos membres chez Air Canada, nous avons envoyé un message clair et sans équivoque au gouvernement fédéral, ainsi qu'aux gouvernements provinciaux qui pourraient être tentés de priver les travailleuses et travailleurs de leurs droits fondamentaux : le SCFP défendra le droit de grève et le droit à la libre négociation. Nous ne nous taisons pas, nous ne reculerons pas.

C'est un des plus grands honneurs de ma vie que d'exercer la fonction de secrétaire-trésorière nationale du SCFP. J'ai été témoin, de près, de la force, du courage et de la détermination des membres du SCFP dans tous les coins de notre pays. Les victoires que nous avons remportées témoignent de votre solidarité sans faille. Je n'ai jamais été aussi fière d'être membre du SCFP.

Notre travail est loin d'être terminé. Partout au pays, les membres du SCFP demeurent confrontés à des cycles de négociation et à des arbitrages de griefs aux enjeux considérables et qui ont des répercussions directes sur leurs conditions de travail et la qualité des services publics. Parallèlement, des campagnes électorales cruciales approchent à grands pas, aux niveaux scolaire, municipal, provincial et fédéral. Ces campagnes vont façonner l'avenir des relations de travail et des services publics dont dépend la population. Pour protéger nos acquis et faire de nouveaux gains, nous devons rester bien organisés, approfondir nos liens avec nos membres et faire entendre notre voix collective aux urnes.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CANDACE RENNICK

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

PATRICK GLOUTNEY, FRED HAHN, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Face à des menaces croissantes – des compressions dans les services publics à la hausse des dépenses militaires dictée par un gouvernement soucieux de ménager un dirigeant imprévisible au sud de la frontière – notre solidarité est plus essentielle que jamais. Lorsqu'ils sont engagés et outillés, les membres du SCFP ne se contentent pas de défendre leurs droits; ils transforment leur milieu de travail et leur communauté. Notre pouvoir collectif est essentiel, non seulement pour résister aux attaques contre les services publics, mais aussi pour bâtir un Canada où le travail est respecté, la justice est une priorité, et l'humain passe avant le profit.

Soutien aux membres du SCFP en grève

Section locale 1750

Le 24 juin, à Toronto, j'ai exprimé ma solidarité avec les 3 600 membres de la section locale 1750 du SCFP, des employés dévoués de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ainsi que de l'Infrastructure Health and Safety Association. Ces membres constituent le pilier essentiel du système de santé et de sécurité du travail de l'Ontario. Chaque jour, elles et ils assistent les travailleuses et travailleurs accidentés, soutiennent les familles en situation de crise et accompagnent les personnes dans le parcours difficile du retour à l'emploi.

Après plus de six semaines de grève, les parties ont conclu une entente de principe qui a été ratifiée au début du mois de juillet. Pourtant, quelques jours seulement après le retour au travail de nos membres, l'employeur, appuyé par le gouvernement Ford, a annoncé la suppression de 26 emplois dans le domaine de la gestion des documents pour confier ce travail à une entreprise privée de Boston. Tout un « Capitaine Canada », le premier ministre Ford ! Le masque est tombé pour révéler une volonté de faire passer les profits et la privatisation avant l'être humain. Le SCFP continuera de s'opposer à cette attaque honteuse et mal avisée contre les travailleuses, les travailleurs et les services publics.

Section locale 5525

Toujours le 24 juin, j'ai fièrement soutenu notre section locale 5525, sur sa ligne de piquetage, dans sa lutte pour décrocher une première convention collective. Ces 25 membres qui ont déclenché leur grève le 28 mai, travaillent à l'établissement d'aide à la vie autonome Villa Colombo, à Toronto. Pendant la pandémie (et bien avant), elles et ils se sont rendus au travail tous les jours pour assurer les soins, la santé et la sécurité des résidentes et résidents.

Pendant cette première ronde de négociation, l'employeur exigeait des concessions qui auraient porté atteinte au bien-être du personnel et de la clientèle. Il proposait de réduire les congés de maladie payés et d'exclure le personnel à temps partiel des assurances collectives. Il est inacceptable de demander à des travailleuses et travailleurs de première ligne de risquer leur propre santé tout en continuant à s'occuper d'autrui. Le SCFP a fermement soutenu la section locale 5525 jusqu'à l'obtention du contrat équitable qu'elle méritait.

Section locale 830

Le mois d'août est une période magnifique pour visiter l'Île-du-Prince-Édouard – et cette année, c'était aussi un moment fort de solidarité. Le 8 août, en compagnie de notre vice-présidente régionale Ashley Clark, et de notre équipe du SCFP, j'ai rejoint les membres de la section locale 830 sur leur ligne de piquetage, pour les soutenir dans cette première grève du SCFP sur l'île depuis plusieurs années.

La section locale 830 mène avec la Ville de Charlottetown une lutte pour des salaires justes et la sécurité d'emploi, un combat qui touche tous les membres du SCFP. Quand nous nous soutenons mutuellement, même une petite section locale de 30 membres devient une force avec laquelle il faut compter.

Composante Air Canada

Une campagne de trois ans pour mettre fin au travail non rémunéré dans le secteur du transport aérien a atteint son apogée le 16 août, lorsque 10 000 membres du SCFP chez Air Canada ont lancé leur grève et installé des lignes de piquetage dans les aéroports à travers le pays. Marcher sur la ligne à Pearson avec Mark, les membres du comité exécutif de la composante et des centaines de membres dynamiques et résolus du 16 au 18 août fut un moment inoubliable.

Leur courage et leur détermination – surtout après avoir reçu l'ordre de retourner au travail de la part du Conseil canadien des relations industrielles – ont constitué une réponse forte à un employeur qui refusait de négocier équitablement, anticipant précisément cette intervention.

Lors du rassemblement du dimanche 17 août, nous avons accueilli à nos côtés la présidente du CTC, Bea Bruske, la présidente de la FTO, Laura Walton, la présidente d'Unifor, Lana Payne, le président d'ALPA Canada, le capitaine Tim Perry, le président de l'AIMTA, Dave Flowers, et la présidente du STTP, Jan Simpson.

Des rassemblements similaires ont eu lieu partout au pays, témoignant de la force du mouvement syndical. Merci à toutes celles et ceux qui ont participé, envoyé des messages de soutien et réclamé la libre négociation. Votre solidarité fait toute la différence.

Réunion avec les directrices et directeurs du SCFP

Le 25 juin, j'ai eu le plaisir de participer à la réunion semestrielle des directrices et directeurs du SCFP. Ces réunions offrent toujours une précieuse occasion d'avoir, de vive voix, l'opinion du personnel sur les priorités régionales et de faire le point sur les projets nationaux, les campagnes et les programmes récemment démarrés. Cette fois-ci, j'ai eu le plaisir de présenter un nouveau programme au budget de 2025 qui vise à renforcer notre pouvoir de négociation collective. Celui-ci soutiendra les sections locales qui souhaitent coordonner leurs négociations pour maximiser leur force et ainsi décrocher de meilleurs contrats pour leurs membres. L'enthousiasme suscité par ce programme est encourageant. J'ai hâte de voir les propositions et les partenariats qu'il inspirera.

Réunion avec le Conseil exécutif du SCFP-Alberta

Le 24 juillet, à Calgary, j'ai eu l'occasion de rencontrer la présidente du SCFP-Alberta, Raj Uppal, et le conseil exécutif de la division albertaine. Nous avons eu une discussion franche et stratégique sur les défis – et les opportunités – qui attendent notre syndicat et la division dans une province gouvernée par l'une des administrations les plus rétrogrades du pays. Malgré le climat politique, l'Alberta abrite certains des militantes et militants les plus impliqués, les plus courageux et les plus visionnaires du SCFP. Leur dévouement est une source constante d'inspiration. Après la réunion, plusieurs présidentes et présidents de sections locales se sont joints à nous pour le dîner. Nous avons poursuivi nos conversations dans un cadre plus informel, en partageant des idées, en tissant des liens et en renforçant notre détermination collective.

Barbecue estival du SCFP-Île-du-Prince-Édouard

Le samedi 9 août, j'ai eu le plaisir de me joindre à Mark, aux membres du CEN Ashley Clark, Sherry Hillier et Allan Linkletter, ainsi qu'à la présidente du SCFP-Nouveau-Brunswick, Iris Lloyd, pour un barbecue communautaire en solidarité avec les grévistes de la section locale 830. D'autres membres et membres du personnel du SCFP se sont également joints à nous pour l'occasion.

Bien que la grève ait constitué le contexte important de l'événement, celui-ci portait avant tout sur les liens, la solidarité et la force de notre mouvement. En période de lutte, se rassembler en communauté renforce nos valeurs communes et nous rappelle qu'aucune section locale n'est seule.

Turbulences dans le secteur du transport aérien

Ayant atteint le point de rupture après des mois de négociations difficiles à la suite de l'expiration d'une convention collective de dix ans, nos membres chez Air Canada ont déposé leur préavis de grève de 72 heures le 13 août. L'année dernière, les agentes et agents de bord d'Air Canada ont vu les pilotes de l'entreprise obtenir un nouveau contrat contenant des augmentations de salaire sans précédent, sans aucune intervention du gouvernement. Néanmoins, dans le cadre des négociations avec le personnel de bord majoritairement féminin, la compagnie et le gouvernement ont refusé de leur accorder le même respect.

Le 16 août, quelques heures seulement après le début de la grève, la ministre Patty Hajdu a invoqué l'article 107 du Code canadien du travail pour forcer le Conseil canadien des relations industrielles à ordonner à nos membres de reprendre le travail et à renvoyer tous les points non résolus en arbitrage exécutoire, une décision qui bafoue et méprise de manière flagrante leurs droits fondamentaux.

L'entreprise et le gouvernement ont gravement sous-estimé la détermination et la solidarité de nos membres, la force et la bravoure de ces femmes. La solidarité de nos membres et de leurs allié(e)s sur les lignes de piquetage, pour défendre le droit fondamental à des négociations collectives libres et équitables, était profondément significatif. La décision de contester l'application de l'article 107 et de refuser de retourner au travail ne se prend pas à la légère. Il faut avoir une confiance absolue dans

le fait que les membres, le comité de négociation, notre syndicat tout entier et l'ensemble du mouvement syndical vont se tenir les coudes. Cette solidarité était manifeste durant la fin de semaine du 16 août, alors que tout s'est mis en place pour une démonstration de force collective. Les mots me manquent pour exprimer toute la fierté que je ressens envers les 10 517 membres du SCFP chez Air Canada, et envers ce que nous avons défendu ensemble.

Et pendant que nos membres chez Air Canada se préparaient à la grève en affichant leur détermination et leur solidarité face à l'intransigeance de l'employeur, notre force collective dans l'ensemble du secteur continuait de croître. En effet, le 14 août, après des années de mobilisation, le Conseil canadien des relations industrielles accréditait officiellement le SCFP pour représenter les agentes et agents de bord de Porter Airlines. Je suis ravie de les accueillir dans la famille du SCFP. Face à des compagnies aériennes souvent trop axées sur le profit au détriment de l'humain, les membres du SCFP dans ce secteur mènent des campagnes audacieuses et bien visibles. J'ai hâte d'apprendre de la force, de la détermination et de la vision des agentes et agents de bord de Porter, alors que nous continuons à renforcer notre pouvoir collectif dans le secteur du transport aérien et au-delà.

Rencontre d'urgence du Conseil canadien du CTC

Le 17 août, Mark et moi avons participé à une réunion d'urgence du Conseil canadien du CTC, convoquée en réaction à la décision troublante du gouvernement fédéral d'intervenir dans la grève légale de nos membres chez Air Canada. Ce type d'intervention mine le droit fondamental à une négociation collective libre et équitable.

Le mouvement syndical canadien a répondu avec force et unité, en adoptant à l'unanimité une motion de soutien à nos membres et en envoyant un message clair : les attaques contre les droits des travailleuses et des travailleurs ne resteront pas sans réponse.

Rencontre Zoom avec les membres du personnel

Le 18 août, nous avons tenu une réunion avec le personnel du SCFP de partout au pays afin de faire le point sur les événements concernant nos membres chez Air Canada. Il était essentiel de communiquer directement avec le personnel à ce moment critique. En tant que personnes travaillant en étroite collaboration avec nos membres, leur expertise, leur soutien et leur engagement sont indispensables à notre succès collectif. L'appel a permis de transmettre des mises à jour importantes sur la situation et de s'assurer que le personnel se sente bien informé, outillé et en phase avec nous alors que nous traversons ensemble ces événements sans précédent.

Assemblée publique virtuelle avec les membres

Le 18 août, alors que la situation chez Air Canada continuait d'évoluer, nous avons rassemblé plus de 5 000 membres et dirigeantes et dirigeants élu(e)s de partout au pays lors d'une assemblée publique nationale tenue par Zoom et par téléphone. Cette rencontre a permis de fournir des mises à jour en temps réel sur la situation, de tenir les

membres informés et mobilisés, et de leur donner l'occasion de poser leurs questions à un moment aussi crucial.

Soirée familiale du SCFP-C.-B. au match des Canadiens de Vancouver

Le 21 août, j'ai eu le plaisir de me joindre à environ 500 membres du SCFP, ainsi qu'à leurs familles et leurs ami(e)s pour une soirée de baseball, de solidarité et d'engagement communautaire. Cet événement, généreusement parrainé par le Conseil régional du Grand-Vancouver du SCFP et le SCFP-Colombie-Britannique, était plus qu'un simple match de baseball. C'était l'occasion de se rapprocher des membres, de célébrer nos valeurs communes et de faire connaître le rôle vital du SCFP dans le soutien aux travailleuses et travailleurs. En nous amusant en famille, nous avons contribué à renforcer les relations au sein de notre syndicat et à faire connaître au grand public les nombreux avantages de la syndicalisation.

Réunion avec le Conseil exécutif de la division de l'Ontario

Les 25 et 26 août, j'ai eu le privilège de rencontrer le conseil exécutif de la division de l'Ontario, un groupe de dirigeantes et dirigeants profondément déterminés à renforcer le pouvoir syndical dans toute cette province. Ce fut l'occasion de réfléchir aux énormes progrès que nous avons accomplis ensemble au cours des dernières années, qu'il s'agisse de victoires en matière de syndicalisation ou de campagnes fortes et coordonnées qui ont fait évoluer le débat sur les droits des travailleuses et travailleurs en Ontario. Ce fut l'occasion de se tourner vers l'avenir, d'élaborer ensemble des stratégies pour relever les défis et profiter des occasions qui se présentent. Ce fut aussi un moment pour réfléchir à la manière de continuer à développer notre mouvement, renforcer nos sections locales et garantir que le SCFP demeure une force pour la justice et l'équité dans tous les coins de la province.

La fête du Travail

Le lundi 1^{er} septembre, je me suis jointe à des milliers de travailleuses et travailleurs de Toronto pour des festivités de la fête du Travail empreintes de force, de solidarité et de lutte pour la justice. Les sections locales du SCFP étaient bien visibles pendant le défilé, agitant des drapeaux, marchant derrière des chars hauts en couleur et apportant une grande énergie dans les rues. Cette énergie, c'est exactement ce dont nous avons besoin pour affronter les menaces croissantes provenant des gouvernements de droite au pays et de la montée des mouvements antisyndicaux chez nos voisins du sud. La fête du Travail fut un rappel que notre force réside dans notre unité et que nous sommes prêts à relever ces défis ensemble.

Après l'événement de Toronto, j'ai assisté au pique-nique de la fête du Travail à Durham, une célébration plus modeste qui a rassemblé les membres de la communauté pour un après-midi de convivialité et de plaisir.

Balado CUPE Talk dans les Maritimes

Le 2 septembre, j'ai eu le plaisir de me joindre à Nicholas London et Chris Watson en tant qu'invité sur leur podcast *CUPE Talk in the Maritimes*. J'ai été invitée pour un

nouveau segment intitulé « Comment ça a commencé », où j'ai eu l'occasion de raconter comment je me suis engagée dans le mouvement syndical – un parcours qui a débuté il y a déjà bien des années, alors que j'avais à peine 20 ans et que je travaillais dans un établissement de soins de longue durée en Ontario. Participer à cette conversation a été un rappel de mes débuts, des raisons pour lesquelles nous continuons à nous battre, et de l'importance de ne jamais oublier tout cela en avançant.

Visite de la station d'épuration R.C. Harris

Le 3 septembre, j'ai eu le privilège de visiter l'une des infrastructures publiques les plus vitales de Toronto : la station d'épuration R.C. Harris. C'est ici que Toronto obtient son eau potable publique de grande qualité, et ce sont les membres de notre section locale 416 qui rendent la chose possible par leur travail dévoué. Je suis toujours heureuse de passer du temps avec nos membres sur leur lieu de travail et de voir de mes propres yeux les services essentiels qu'ils et elles fournissent. Les membres du SCFP assurent vraiment la sécurité et le bon fonctionnement de nos communautés. Merci à la section locale 416 pour son accueil chaleureux et pour l'incroyable travail qu'elle accomplit.

Réunion du SUBRAC de l'Internationale des services Publics

Les 4 et 5 septembre, j'ai participé à la réunion du Comité consultatif sous-régional nord-américain (SUBRAC) de l'Internationale des Services Publics (ISP). Cette rencontre s'est tenue à un moment critique, alors que les services publics et les travailleuses et travailleurs qui les soutiennent font face à des attaques sans précédent sur le continent. De l'austérité à la privatisation, des tarifs punitifs à la législation antisyndicale, les attaques se multiplient – et la résistance s'organise. Au sud de la frontière, la résurgence du populisme de droite continue de semer la peur, mais alimente aussi une vague de mobilisation et de riposte. Dans des espaces comme le SUBRAC de l'ISP, nous sommes rappelés que les luttes locales sont profondément interconnectées, et que bâtir des stratégies audacieuses à l'échelle continentale n'est pas seulement possible, c'est essentiel. Lorsque les attaques sont coordonnées, notre réponse doit l'être aussi.

Le Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits

Le Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits (BIPHC) a donné la priorité à la sensibilisation des membres et du personnel à son rôle de soutien. À mesure que les sections locales découvrent les services et l'appui offerts par l'équipe, le nombre de cas augmente et la portée du travail se précise. Le BIPHC a reçu un accueil très positif de la part des membres, et continue d'intégrer les commentaires au fur et à mesure qu'ils lui sont transmis.

Depuis le mois de juin, le BIPHC peut compter sur l'aide de deux spécialistes du traitement des dossiers. Il est aussi à la recherche d'une troisième personne spécialiste pour la côte ouest, ainsi que d'une coordonnatrice ou d'un coordinateur pour donner un coup de main à la gestion administrative des dossiers. Le bureau est en train d'élaborer un modèle administratif pour l'accueil et le triage des dossiers relevant du programme d'ombudspersonnes, de la procédure de procès, des processus informels d'intervention, des travaux de réhabilitation d'équipes et de la résolution de conflits complexes.

Le programme amélioré d'obduspersonnes déployé dans les événements du SCFP est bien établi; il sera mis en place au congrès national et dans toutes les activités nationales et régionales à venir. Merci à toutes les régions qui, en soutenant les projets pilotes de ce printemps, ont permis à ce programme de s'épanouir au fil des apprentissages.

CONGRÈS NATIONAL DE 2025

Les préparatifs du 32^e congrès national vont bon train.

En date du 31 août, nous avons reçu les inscriptions de plus de 1 792 personnes déléguées et de 132 substituts représentant 542 sections locales, 9 divisions, 10 conseils syndicaux et 8 conseils régionaux.

Nous avons aussi reçu 240 résolutions et 41 amendements statutaires qui seront transmis aux comités du congrès concernés pour examen.

On a invité les sections locales à présenter une demande à la Caisse de participation aux événements nationaux pour qu'elles soient bien représentées au congrès. Cette année, nous avons approuvé 34 demandes d'aide financière.

L'hébergement constitue un défi inattendu. Bien que le nombre de délégués soit similaire à celui des congrès précédents, moins de sections locales partagent des chambres depuis la COVID, ce qui accroît la demande. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec Voyages W.E. pour trouver plus de chambres. Nous sommes confiants de pouvoir accueillir tout le monde. Quelques chambres se trouvent dans un hôtel plus éloigné du centre des congrès, mais nous assurerons un service de navette quotidien. Le service d'accompagnement sécuritaire sera offert pour les onze autres établissements hôteliers.

Enfin, un sincère merci au personnel du bureau du congrès et à tous les services qui travaillent sans relâche dans les coulisses pour assurer la réussite de notre 32^e congrès national.

ÉTATS FINANCIERS DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2025

CAISSE GÉNÉRALE

État de la situation financière

Actif : L'actif total de la Caisse générale au 30 juin 2025 était de 456,5 millions de dollars, comparativement à 448,6 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Le solde bancaire était de 7,2 millions de dollars, en baisse par rapport au solde du 31 décembre 2024, qui était de 11,6 millions de dollars. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités destinées au congrès de 2025, aux prestations de retraite, au

financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Passif : Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 366 millions de dollars au 30 juin 2025, comparativement à 358,7 millions de dollars au 31 décembre 2024.

Passif de capitalisation des avantages sociaux futurs : Selon la méthode en vertu de laquelle nous évaluons le passif en utilisant le taux attendu des gains de placements, le véritable passif calculé par notre actuaire au 31 décembre 2024, s'élevait à 293,2 millions de dollars. Ce montant est entièrement comptabilisé dans le passif à long terme de notre bilan.

Solde : Le solde de la Caisse générale au 30 juin 2025 était de 90,5 millions de dollars. De cette somme, 3,8 millions de dollars étaient affectés comme suit : 1,4 million de dollars à la Caisse de participation aux événements nationaux et 2,4 millions de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. Avec le reste du solde, nous avons investi 88,1 millions de dollars dans les immobilisations, ce qui laisse un solde sans restriction négatif de 1,5 million de dollars.

État des résultats

Le surplus d'exploitation pour le cumul de l'année s'élève à 592 000 \$.

Revenus : Les revenus s'élevaient à 144,5 millions de dollars pour le premier semestre de 2025, alors que la somme budgétée était de 143,2 millions de dollars. La capitation et les droits d'adhésion comptaient pour 143,4 millions de dollars du revenu total, ce qui est supérieur de 859 000 \$ au budget.

Dépenses : Le total des dépenses était de 143,9 millions de dollars, ce qui est inférieur de 216 000 \$ au budget.

Les salaires sont inférieurs de 394 000 \$ au budget et les avantages sociaux courants le dépassent de 827 000 \$. Les salaires des directeurs, directrices et personnes conseillères sont supérieurs de 0,7 % (308 000 \$) au budget; ceux du personnel administratif et technique sont inférieurs de 5,6 % (477 000 \$) au budget. Les salaires du personnel de bureau sont supérieurs de 2,6 % (304 000 \$) au budget. Les remplacements pour vacances sont inférieurs de 48,7 % (533 000 \$) au budget.

Dépenses d'exploitation :

Voici quelques-uns des éléments les plus importants des dépenses d'exploitation au 30 juin 2025 :

1. Les dépenses des programmes sont **inférieures** de 1,4 million de dollars au budget.
2. Les dépenses électorales sont **supérieures** de 520 000 \$ au budget.

3. Le coût des conférences nationales est **supérieur** de 1,1 million de dollars au budget.
4. Les frais de voyage d'affaires sont **supérieurs** de 1,1 million de dollars au budget.

CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE

État de la situation financière

Actif : Au 30 juin 2025, l'actif total s'élevait à 42,6 millions de dollars, comparativement à 42,7 millions de dollars au 31 décembre 2024. Le solde au 30 juin 2025 était de 6,8 millions de dollars, en hausse de 389 000 \$ par rapport au 31 décembre 2024. En outre, nous avons des placements totalisant 33 millions de dollars au 30 juin 2025, en hausse de 682 000 \$ par rapport au 31 décembre 2024.

Passif : Nous avons 1,7 million de dollars en comptes créditeurs et en charges à payer au 30 juin 2025, comparativement à 4 millions de dollars au 31 décembre 2024. Nous avons aussi un passif de 17,4 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, ce qui représente une augmentation de 2,1 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2024. Enfin, la Caisse nationale de défense devait 1,5 million de dollars à la Caisse générale à la fin du trimestre.

Solde : Au 30 juin 2025, le solde de la Caisse nationale de défense était de 22 millions de dollars, en hausse de 1,2 million de dollars par rapport au 31 décembre 2024.

État des résultats

L'état des résultats affiche un surplus avant pertes non réalisées de 1,4 million de dollars pour l'exercice en cours.

Revenus : Les revenus totaux de la Caisse nationale de défense pour le premier semestre de 2025 s'élevaient à 9,5 millions de dollars. La capitation allouée à la Caisse au 30 juin 2025 s'élevait à 8,6 millions de dollars et les placements ont produit des intérêts de 933 000 \$.

Dépenses : Les dépenses totalisaient 8,1 millions de dollars se détaillant comme suit :

Campagnes à frais partagés : 4 336 631 \$ en campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national. Nous avons récupéré 648 724 \$ en fonds inutilisés de campagnes des années précédentes qui ont été clôturées au cours du semestre. Ainsi, les dépenses nettes au titre des campagnes à frais partagés s'élevaient à 3 687 907 \$ à la fin du mois de juin 2025, sur un budget annuel de 7,9 millions de dollars.

Grandes campagnes de recrutement : Les dépenses du semestre s'élevaient à 1 101 702 \$ sur un budget annuel de 4 millions de dollars.

Initiatives nationales en matière de stratégie : Les dépenses du semestre s'élevaient à 1 480 864 \$ sur un budget annuel de 2,7 millions de dollars.

Initiatives régionales en matière de stratégie : Les dépenses du semestre s'élevaient à 331 914 \$ sur un budget annuel de 4,3 millions de dollars.

Postes temporaires de personnes conseillères syndicales : Les dépenses réelles au premier semestre s'élevaient à 1 462 219 \$ sur un budget annuel de 4,6 millions de dollars.

CAISSE NATIONALE DE GRÈVE

État de la situation financière

Actif : L'actif total de la Caisse nationale de grève s'élevait à 116,2 millions de dollars au 30 juin 2025, contre 135,9 millions de dollars au 31 décembre 2024. Cet actif était composé de 3 millions de dollars en liquidités, de 2,8 millions de dollars en capitation à recevoir et de 110,2 millions de dollars en placements.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 4 millions de dollars, comparativement à 3,3 millions de dollars au 31 décembre 2024. En outre, la Caisse nationale de grève devait une somme de 4,2 millions de dollars à la Caisse générale.

Solde : Au 30 juin 2025, le solde de la Caisse nationale de grève s'établissait à 108,1 millions de dollars, contre 132,6 millions de dollars au 31 décembre 2024.

État des résultats

Pour le premier semestre de 2025, la Caisse affichait un déficit d'exploitation de 24,6 millions de dollars après des pertes non réalisées de 1,1 million de dollars.

Revenus : Le revenu total s'élevait à 13,7 millions de dollars, dont 8,6 millions de dollars consistaient en revenus de capitation affectés à la Caisse. Les revenus de placements s'élevaient à 5,1 millions de dollars.

Dépenses : Les dépenses totales au 30 juin 2025 étaient de 37 millions de dollars et se répartissent comme suit :

Dépenses consacrées aux grèves :	33 466 352 \$
Dépenses pour éviter une grève :	3 035 806 \$
Frais juridiques et d'arbitrage :	348 786 \$
Contestations judiciaires concernant les droits de négociation :	225 000 \$

GRÈVES ET LOCK-OUTS AU COURS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2025

Les membres du SCFP exigent plus et mieux partout au pays. Au cours du premier trimestre de l'exercice, les sections locales suivantes ont été en grève ou en lock-out :

Section locale 2614 (Québec), Société des arrimeurs du Québec (lock-out)

Section locale 5514 (Québec), Hydro-Québec

Section locale 5564 (Québec), Autobus Fleur de Lys

Section locale 2073 (Ontario), Société canadienne de l'ouïe

Section locale 1750 (Ontario), Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)

Section locale 5525 (Ontario), Villa Colombo Homes for the Aged.

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS POUR LE TRIMESTRE EN COURS (T3)

Au moment de la rédaction de ce rapport, les sections locales suivantes étaient ou avaient été en grève ou en lock-out au cours du trimestre en cours :

Section locale 2073 (Ontario), Société canadienne de l'ouïe, 206 membres en grève du 28 avril au 14 juillet 2025.

Section locale 1750 (Ontario), CSPAAT, 3 600 membres en grève du 22 mai au 4 juillet 2025.

Section locale 5525 (Ontario), Villa Colombo Homes for the Aged, 24 membres en grève du 28 mai au 7 août 2025.

Section locale 5514 (Québec), Hydro-Québec, 50 infirmiers et infirmières en grève de trois jours du 19 au 21 juin 2025.

Section locale 5564 (Québec), Autobus Fleur de Lys, 20 chauffeuses et chauffeurs d'autobus en grève du 19 juin au 16 juillet 2025.

Section locale 4545 (Québec), Ville de Laval, 850 cols bleus en grève de trois jours du 17 au 19 juillet 2025.

Section locale 830 (Î.-P.-É.), Services d'eau et d'utilité publique de la Ville de Charlottetown, 30 membres en grève depuis le 29 juillet 2025.

Section locale 4091 (Québec), Air Canada, 2 300 membres en grève du 16 au 19 juillet 2025.

Section locale 4092 (Ontario), Air Canada, 4 350 membres en grève du 16 au 19 juillet 2025.

Section locale 4095 (Alberta), Air Canada, 335 membres en grève du 16 au 19 juillet 2025.

Section locale 4094 (Colombie-Britannique), Air Canada, 2 000 membres en grève du 16 au 19 juillet 2025.

Section locale 4098, Air Canada rouge, 750 membres en grève du 16 au 19 juillet 2025.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en juin 2025, le total des arriérés était de 14 564 422 \$, une augmentation de 6 092 679 \$ ou 71,92 % par rapport au trimestre terminé en mars 2025. Le total des arriérés a augmenté de 28,78 % par rapport à juin 2024. En moyenne, l'arriéré par membre s'élève à 18,96 \$, contre 15,26 \$ en juin 2024. Cette moyenne est calculée sur la base d'une moyenne sur douze mois de 768 184 membres au 31 décembre 2024.

RAPPORT SUR L'INFORMATIQUE

Congrès national

La planification du congrès national bat son plein. Il y a des réunions mensuelles, des séances de travail en comité restreint et l'initiation du nouveau personnel au module « congrès ».

Améliorations au Système de gestion des relations avec les membres (SGRM)

L'équipe informatique intègre de nouvelles fonctionnalités au SGRM, notamment au module ISL (informations sur les sections locales). Les améliorations comprennent de meilleurs outils pour la gestion des organismes et des structures provinciales, l'intégration des données sur les règlements et les retraites du module CC, et le suivi des affectations aux comités nationaux. L'équipe étudie également la possibilité d'ajouter le paiement en ligne et l'inscription de groupes au module « éducation syndicale ».

Le module « formulaires de grève » devrait être prêt pour un projet pilote en octobre 2025. Celui-ci offrira à quelques membres et à notre personnel l'accès à une version de travail, question de recueillir des commentaires qui nous aideront à rendre la version définitive en phase avec les besoins.

JustPay version 3

Les mises à jour à JustPay se poursuivent. Cette application est utilisée par les personnes conseillères en évaluation des emplois du Québec et de l'Ontario. Le retrait de la version 2 est prévu pour décembre 2025.

Fonds pour la justice mondiale

Ce projet, actuellement à l'étape de l'analyse, vise à remplacer le formulaire PDF actuel par une version à remplir en ligne. Le travail sur le document d'exigences opérationnelles a commencé; des discussions sont en cours sur l'intégration avec le système des comptes clients/fournisseurs.

Portail de candidatures

Lancé en mai, ce nouveau système standardise la procédure de candidature externe dans les bureaux nationaux et régionaux. Il a été développé en collaboration avec les RH, la DOSR et le service des Communications.

Remplacement du système de comptabilité et de capitation

Le nouveau système comptable est opérationnel et intégré à Moniroo. La transition vers le nouveau système pour le versement de la capitation des sections locales est en cours. La mise en service a été repoussée à novembre 2025 en raison du congrès.

Avanti

Les politiques du SCFP sont désormais accessibles et reconnues via le portail Avanti ESS. Les RH peuvent également y téléverser les données sur les formations complétées. La mise en place du module sur la gestion du temps et de l'assiduité débute en août 2025, avec une mise en service prévue pour le premier trimestre 2026.

Solution de gestion de l'information (GI) : DocsSCFP

Le déploiement régional progresse bien. La Saskatchewan a commencé en mai, après la conclusion d'un projet pilote, et devrait terminer d'ici la fin de l'année. Cet automne, nous planifions un déploiement dans d'autres régions et dans le groupe Propriétés.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

L'équipe des propriétés cherche toujours à fournir des locaux modernes, confortables, efficaces et inclusifs pour soutenir les activités du SCFP. Pour ce faire, nous nous efforçons de maximiser la performance du portefeuille d'actifs immobiliers par un entretien régulier, de judicieux investissements à long terme et la préservation de la valeur et de la durée de vie des propriétés. Dans le cas de nos installations louées, nous veillons à ce qu'elles répondent à nos besoins et à ce que les propriétaires fournissent les services nécessaires. Lorsqu'un bail arrive à terme, nous évaluons le marché, nous travaillons avec la direction régionale concernée pour circonscrire les besoins actuels et futurs, et nous améliorons la qualité des locaux lorsque c'est possible.

Au cours du troisième trimestre de 2025, nous analysons activement des occasions et poursuivons des démarches à Corner Brook, Peel, Peterborough, Medicine Hat, Prince George et Terrace. Nous sommes en train de négocier pour de nouveaux locaux à

Hamilton et nous avons récemment signé un bail à London. Ces décisions sont motivées par la croissance interne et la nécessité de trouver des locaux plus sûrs et de meilleure qualité.

Nous avons entamé l'étude préliminaire des besoins en vue d'une rénovation complète du Bureau régional du Québec. Nous avons aussi entamé la conception de nouveaux bureaux à Sydney et à London, ainsi que de locaux supplémentaires à St. John's. Nous travaillons aussi à définir l'étendue des travaux projetés pour les bureaux régionaux de l'Ontario et de l'Atlantique. Nous étudions les marchés immobiliers de Moncton et de Saskatoon, où nous possédons des propriétés qui ne répondent plus à nos besoins. Nous étudions les options qui s'offrent à nous sur ces marchés. Les améliorations locatives du nouveau Bureau régional de la Saskatchewan sont pratiquement achevées et nous avons récemment emménagé dans les nouveaux locaux.

ADMINISTRATION DES RETRAITES

Les relevés annuels de pension 2024 ont été envoyés par la poste aux participantes et participants actifs, retraités et différés à la fin juin. Les participantes et participants actifs ont également accès aux relevés des années antérieures sur le site web du régime, au www.cepp.ca, où ils peuvent estimer leur rente.

Dans un souci d'efficacité, de sécurité et de pérennité, le RRMS passera aux communications électroniques à compter du 1^{er} mai 2026. Cette transition permettra d'accélérer l'accès, d'éviter d'égarer des documents et de diminuer notre consommation de papier afin de réduire notre empreinte environnementale.

Les paiements de protection des retraité(e)s contre l'inflation ont été faits le 1^{er} septembre 2025. Ceux-ci découlent de l'évaluation actuarielle au 1^{er} janvier 2025 et des dispositions du régime de retraite. Au 1^{er} janvier 2025, la prestation du RRES des gens qui ont pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 2024 a augmenté de 0,78 %. Ce taux a été ajusté proportionnellement pour les personnes qui ont pris leur retraite en 2024. Une lettre contenant les détails de l'indexation a été envoyée aux membres retraités en août.

Le Conseil de fiducie mixte se réunira le 17 septembre 2025 pour discuter des questions et des activités du régime de retraite. Je suis heureuse d'accueillir Michael Hurley au conseil à titre de fiduciaire suppléant. J'aimerais également adresser mes plus sincères remerciements à Tammy Griffin, qui assistera à sa dernière réunion à titre de fiduciaire. Ses contributions et son engagement envers le conseil ont été grandement appréciés.

Le numéro du printemps de l'infolettre « Le Lien » est disponible sur le site internet du RRES.

Départs à la retraite

Kristy Davidson, Bureau régional de l'Ontario, 1^{er} juillet 2025
Carol A. Favreau, Bureau de Kenora, 1^{er} août 2025
Diane L. Margeson, Bureau de New Glasgow, 1^{er} septembre 2025
Janet C. Dassinger, Bureau régional de l'Ontario, 1^{er} septembre 2025
Kathleen J. Mulvey, Bureau d'Oshawa, 1^{er} octobre 2025
Alain Savignac, Bureau de Sherbrooke, 1^{er} octobre 2025
Sylvie L. Ouellet, Bureau de Rimouski, 1^{er} novembre 2025
Sherri L. Morgan, Bureau régional du Manitoba, 1^{er} décembre 2025
Helen Gibb-Gavel, Bureau régional de l'Ontario, 1^{er} janvier 2026.

CONCLUSION

Partout au pays, les membres du SCFP relèvent les défis d'aujourd'hui : ils organisent, négocient et se mobilisent pour protéger les services publics et défendre les droits des travailleuses et travailleurs. Dans quelques semaines, nous nous réunirons pour notre congrès national, où cette force collective sera pleinement mise en valeur. Des membres de toutes les régions, de tous les secteurs et de tous les horizons s'uniront pour façonner l'avenir de notre syndicat.

C'est un immense privilège d'occuper le poste de secrétaire-trésorière nationale de ce syndicat diversifié, déterminé et bientôt fort de 800 000 membres. J'ai hâte d'être à vos côtés, au congrès, pour réaffirmer nos valeurs communes, renforcer notre voix collective et poursuivre la construction d'un avenir plus juste et plus équitable pour tous les membres du SCFP et pour les communautés que nous servons.

Respectueusement soumis par,

La secrétaire-trésorière nationale,

A handwritten signature in black ink, reading "Candace Rennick". The signature is fluid and cursive, with the first name "Candace" written in a larger, more prominent script than the last name "Rennick".

CANDACE RENNICK

:nf/sec